

SECONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2022
RIUNIONE DI I 27 E 28 D'APRILE DI
2023

2EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2022
REUNION DES 27 ET 28 AVRIL 2023

2023 / 01/033

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF A LA QUESTION DEPOSEE
PAR MADAME VALERIE BOZZI AU NOM DU GROUPE UN SOFFIU NOVU**

Objet : Sécurité en Corse et pouvoirs régaliens de l'Etat

Madame la Conseillère,

J'ai pour vous, comme pour l'ensemble des élus de cette Assemblée et l'ensemble des élus de Corse, le plus grand respect.

Mais votre question me laisse perplexe. D'abord parce que je note, - et c'est tout à fait votre droit - que votre formulation orale ajoute à ce que vous aviez choisi d'écrire. Et dans cette formulation orale, il y a, au détour d'une phrase, une affirmation que je ne peux pas laisser passer et qui vient alimenter, confirmer et renforcer la perplexité qui est la mienne, non seulement, vis-à-vis de votre question orale, mais également par rapport au positionnement de vos amis politiques ; depuis, notamment les attentats, d'Afà, d'Appiettu, et celui ayant visé Mme Simone Guerrini.

La phrase que je ne peux pas laisser passer et je vous cite : *"vous avez alimenté cela, mais aujourd'hui, cela se retourne contre vous"*. Ce propos est inacceptable, il est faux, et vous le savez !

Je vais le redire une fois encore, dans la vie, ce qui compte ce sont les mots et les actes.

Moi mes mots, depuis qu'ils sont prononcés dans l'espace public, en qualité de militant, de responsable, d'élus de l'opposition hier, de maire de Bastia puis de Président du Conseil exécutif, ont toujours été clairs et constants. Pour vous dire à tel point d'ailleurs qu'on me taquine, y compris sur les réseaux sociaux.

Pour dire qu'il ne peut pas y avoir d'autres chemins pour ce pays et pour ce peuple que ceux de la paix et de la démocratie.

De façon constante, j'ai décidé de ne pas employer des mots comme celui de "condamner" où l'on s'extrait d'une situation en posant des mots ne contribuant pas à poser les solutions dans un pays ; dans un pays, ceux qui condamnent, ce sont les juges. Les mots que j'ai eus notamment pour exprimer ma solidarité à Simone Guerrini, au maire, et au Conseil municipal d'Àfà, ou encore d'Appiettu, ont été clairs.

Lorsque je dis que je suis en désaccord total, lorsque je dis que ces comportements sont incompréhensibles, lorsque je dis qu'il ne peut pas y avoir de réponse, ni de recours dans ce type d'agissements, ni d'ailleurs dans quelques violences physiques ou verbales que ce soit, je pense que mes mots sont clairs. Et feindre de ne pas les entendre, feindre de ne pas les comprendre, comme vous le faites de façon artificielle depuis quelques semaines est une posture indigne.

C'est une posture indigne parce que vous instrumentalisez des actes avec lesquels nous sommes tous en désaccord, qui nous inquiètent au plus haut point, des logiques que nous refusons et que nous avons combattu ensemble, vous les instrumentalisez à des fins partisans. J'ai appris hier, par les journalistes, que votre choix politique - que je respecte et qui vous appartient - de ne pas continuer à travailler en commun et de porter vos propres propositions, était dicté, selon la formule employée en forme de goutte d'eau qui avait fait déborder le vase par le refus d'employer le mot « condamner », je me dis que c'est un prétexte, et un mauvais prétexte.

Je disais s'il n'y avait eu que mes mots vous n'auriez pas été tenu de les croire. Dans la vie, il y a les mots, et puis il y a les actes. Depuis que je me suis engagé en politique, comme un certain nombre d'élus ici, je n'ai eu de cesse, y compris au plan interne, au sein de la famille politique à laquelle j'appartiens, de dire, qu'il ne pouvait pas y avoir d'autres chemins que celui de l'expression démocratique y compris si nous avons affaire à une violence initiale fondatrice qui est celle d'une politique qui en Corse, a longtemps été coloniale, y compris si nous avons affaire à une violence symbolique, politique et économique extrême qui s'exprime aujourd'hui notamment dans la spéculation immobilière, l'accaparement de notre terre, le refus que notre langue soit parlée dans cet hémicycle, y compris si nous avons affaire tous les jours à cette violence morale politique, et épistémologique.

La seule arme qui vaille pour combattre cette violence, est celle de la démocratie et je continuerai à le dire.

Je vais terminer en disant que, je ne peux pas vous laisser dire ça, d'autant plus que je suis persuadé qu'au fond de vous, vous ne le croyez pas un instant.

Je partage votre inquiétude, nous sommes tous inquiets face à la situation actuelle et nous devons tout faire pour que la Corse renoue avec les perspectives de paix, d'émancipation et tout simplement de bonheur, qui prévalait voici quelques mois encore ou quelques années, notamment au lendemain de décembre 2015 lorsque nous pensions les uns et les autres, qu'au-delà de la victoire électorale des nationalistes, ce que le peuple corse avait dit de façon majoritaire en 2015, en 2017 et en 2021, allait être pris en compte, sans volonté d'écarter et de faire taire celles et ceux qui ne partagent pas ces idées. Je l'ai dit et je vous le répète, il y a encore ce des opinions différentes, quelquefois très opposées, et toutes méritent de s'exprimer et d'être entendues : c'est la démocratie.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation qui est grave. Comment la changer ? Comment enraciner l'apaisement et construire la paix ? Moi, je n'ai pas de baguette magique, je vous dis simplement ce que sont à mon avis, les trois axes essentiels.

Le premier, c'est de réaffirmer avec force les principes essentiels de la société corse dans laquelle nous voulons vivre, dans laquelle nous voulons que nos enfants grandissent et dans laquelle nous voulons qu'ils deviennent demain des adultes et des citoyens. Vous souhaitez employer le mot "condamner" ? Je respecte ce choix. D'autres ici souhaitent dire leur désaccord total, le fait que ces comportements ne sont pas acceptables ni compréhensibles. La réaffirmation qu'il ne peut pas y avoir d'autres chemins que celui de l'écoute réciproque, c'est ce que nous devons faire passer ensemble.

Deuxièmement, dans une société de proximité comme la nôtre, ce que nous devons faire à mon sens, c'est laisser le pouvoir régalien s'exercer. Moi, je ne suis pas policier et je ne suis pas juge. Je ne sais pas qui brûle, je ne sais pas qui fait sauter, je ne sais pas qui menace.

Mais je sais que, lorsque vous, les autres élus qui sont ici, nationalistes ou non nationalistes, vont dans leur village, vont dans leur famille, vont auprès de leurs amis et font passer le message que nous ne voulons pas de cela. Mais peut-être quelques-uns de celles et ceux qui font ça sont nos enfants, nos petits-enfants, les enfants d'un ami, ou d'un parent, peut-être que dans la société de proximité qui est la nôtre, si nous faisons le tour de toutes celles et de tous ceux que nous connaissons, nous allons contribuer à faire reculer ces façons de faire et à faire comprendre qu'elles nous conduiront au malheur individuel et collectif. Parce qu'il y a ceux qui sont frappés aujourd'hui avec lesquels nous avons exprimé notre solidarité. Il y a ceux qui risquent d'être frappés demain, y compris dans le cadre de logiques de vengeance dont nous savons que notre pays et notre île peuvent les produire. Il y aura l'avenir de la prison, il y aura les familles, il y aura les rassemblements devant les commissariats, il y aura les incidents, il y aura la logique de conflit, celle à laquelle nous voulons tourner le dos.

Troisièmement, je vous le redis aussi avec force. Le meilleur moyen de faire reculer et disparaître ces comportements, c'est de construire une solution politique qui ne laisse plus d'espace à leur développement.

Il y a eu depuis 2014, une décision qui était une décision prise par l'organisation clandestine FLNC Union des combattants. Il y a eu d'autres organisations clandestines qui, avec leurs mots, ont toutes dit unilatéralement que la violence clandestine devait disparaître définitivement, et ils l'ont fait pendant des années. Le chemin était ouvert pour enraciner la paix, et nous avons laissé passer trop de temps. Et ce temps est venu alimenter les doutes et ce temps est venu alimenter les colères et ce temps est venu alimenter la défiance, y compris vis-à-vis de la démocratie qui n'était pas respectée, et à côté de cette violence politique, il y a toutes les autres formes de violence que vous évoquez dans votre question et qui inquiète les Corses.

Nous avons engagé des travaux, nous avons un processus qui est en cours. Vous dites "faites un préalable de la disparition de ces actes ou de l'arrestation de leurs auteurs", Vous me dites "faites un préalable de cela à la poursuite du processus" mais je vous le dis, Madame la Conseillère, c'est exactement le contraire qu'il faut faire. Parce que si nous posons ce préalable-là, d'abord, ça voudrait dire que chacun peut venir avec son préalable. Ça veut dire que moi, je devrais accepter le préalable de ceux qui disent on ne parlera pas du peuple corse ou qu'à Paris on pourra dire "je pose le préalable que vous renoncez à la notion de de peuple corse". On ne peut pas aller dans une discussion avec un préalable.

Non pas de préalable ! Dépêchons-nous au contraire de faire que le processus avance. Que les nationalistes aillent avec leurs propositions, que nous impliquions l'ensemble de la société, que nous mettions en œuvre des solutions dans tous les domaines et notamment celui, essentiel, de la lutte contre la spéculation. Et vous verrez que ces violences-là et toutes les violences qui prospèrent aujourd'hui sur le terreau du mépris de la démocratie, de l'absence de solution politique, de la spéculation, de l'injustice économique, sociale et linguistique, vous verrez que ces violences disparaîtront et disparaîtront définitivement.

Je vous remercie.